

<https://acdn.net/spip/spip.php?article698>



Tchernobyl, Fukushima... On ne peut plus se fier à l'Etat

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : vendredi 9 septembre 2011

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

C'est officiellement la fin du long épilogue entourant le fameux nuage radioactif de Tchernobyl en France. Enfin, du moins, la fin que l'Etat souhaiterait nous faire accepter comme vérité historique. Après dix ans de lutte judiciaire, c'est la désillusion de trop pour l'Association française des malades de la thyroïde (AFMT) et la Criirad. Les associations se pourvoient en cassation, et, en dernier recours, nous ne pourrions que saisir la Cour européenne des droits de l'homme.

Alors que le procès du professeur Pierre Pellerin (seul responsable désigné de ce célèbre mensonge d'Etat) finit par un non-lieu, il convient de s'intéresser de près à cet évènement majeur disculpant l'énergie nucléaire et les méfaits de la radioactivité, pourtant bien connus. Ce procès devait faire date, mais l'Histoire ne retiendra qu'une chose : là où s'implante le nucléaire, la démocratie s'efface.

Une réaction française bien différente de celles de nos voisins

Si j'ai créé la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), c'est bien parce que j'ai pu constater - en tant que scientifique - que les retombées radioactives étaient bien plus lourdes que ne l'avancait l'Etat français, et dépassaient les normes fixées par l'Union européenne.

En Europe, la France a fait figure d'exception, sûrement parce qu'en avril 1986, 23 réacteurs nucléaires étaient en construction, ou en projet de construction.

Alors que nos voisins ont interdit la consommation d'aliments contaminés aux populations les plus vulnérables, alors que le mois d'avril connaissait une météo propice à la fixation des retombées radioactives (bruines et brouillards), alors que la production laitière battait son plein...

L'Etat français n'a rien fait pour protéger les premières victimes de ce mensonge : les enfants en bas âge. Si ceux-ci n'avaient pas consommé d'aliments contaminés et avaient été confinés chez eux, ils seraient aujourd'hui en parfaite santé.

Simulacre de procès, influence de l'oligarchie nucléaire

En 2006, pourtant, une étude épidémiologique de l'Institut national de veille sanitaire (INVS) aurait dû tous nous rassurer. Mais quand on s'intéresse de près à ce document, avec un oeil d'expert, on remarque que la méthode employée n'est pas valide : l'espace de temps utilisé par l'étude est trop court et le questionnaire employé insignifiant.

En réponse à cette étude déclarée officielle, et dans le cadre du procès Pellerin, la juge Bertella-Geoffroy a mandaté les professeurs Pierre-Marie Bras et Gilbert Mouthon afin de vérifier si l'on pouvait démontrer un lien de cause à effet entre le nuage radioactif et l'augmentation des troubles thyroïdiens.

Cette étude a pu s'effectuer grâce au travail réalisé par le premier et seul endocrinologue installé en Corse (le docteur Fauconnier, que la France entière devrait saluer), qui a permis de comparer les troubles avant et après le 24 avril 1986. Sur un échantillonnage de 2096 dossiers, ce rapport, révélé en août dernier a démontré une hausse de 44% à 100% des troubles thyroïdiens après le passage du nuage radioactif.

La Corse va lancer une vraie étude épidémiologique

Mais voilà, la cour d'assises ne s'est que contentée de suivre les recommandations du ministère public, qui estimait en mars dernier que les scientifiques n'avaient mis en évidence aucune conséquence sanitaire mesurable. Selon une source proche du dossier, le rapport d'août dernier n'a été ni étudié, ni pris en considération par le magistrat qui a rendu la décision de mercredi.

Rien de bien étonnant, puisque la juge Bertella-Geoffroy avait été dessaisie de son travail sur Tchernobyl quatre jours après la catastrophe de Fukushima et quinze jours avant le renvoi du procès de mercredi. Inquiétant. La population corse rejette ces conclusions, et l'Assemblée territoriale corse s'apprête à débloquer le mois prochain 400 000 euros pour lancer un appel d'offre afin de réaliser une véritable étude épidémiologique.

Au Japon, mères inquiètes, médecins écoeurés

L'Etat japonais est allé loin dans le cynisme pour éviter l'affolement de la population : les pastilles d'iodure de potassium qui évitent la fixation d'iode radioactif sur la thyroïde n'ont pas été distribuées automatiquement à tous ceux qui auraient dû en prendre.

Face à des autorités empêtrées dans des déclarations douteuses et minimisant l'impact réel des retombées de Fukushima, des mères inquiètes, des médecins écoeurés par la désinformation et de jeunes militants s'engagent pour contrer la fatalité qui leur est imposée.

Tout comme dans le cas français, l'Etat n'a pas souhaité indemniser les agriculteurs afin de les dissuader de revendre leur production contaminée. La radioactivité se retrouve ainsi dans la chaîne alimentaire, sans qu'aucun contrôle sérieux ne soit effectué.

Des bénévoles japonais en formation en France

Avec le soutien technique de la Criirad (qui a notamment effectué un don de matériel à hauteur de 10 000 euros), une équipe de bénévoles japonais est venue suivre une formation de quatre jours en France, afin d'être formés dans le domaine des techniques de mesure de contamination et de radioprotection. En effet, les autorités japonaises ont effectué une évacuation forcée dans un périmètre trop restreint et n'offrent aucune possibilité de relogement à ceux qui vivent dans des zones pourtant bien contaminées.

Regroupés au sein du CRMS (Citizen's Radioactivity Measuring Station) les militants du « Projet 47 » (du nom des 47 préfectures japonaises) et le Réseau citoyen pour sauver les enfants de Fukushima cherchent à collecter des fonds pour acheter du matériel de détection. Leur but principal est de minimiser l'exposition des habitants de la préfecture de Fukushima jusqu'à leur évacuation des zones contaminées en avril prochain (début de l'année fiscale et scolaire au Japon).

Encore une fois, le cynisme des autorités empêchera de parvenir à la création d'une véritable étude épidémiologique, à partir de laquelle nous pourrions tirer des enseignements primordiaux en cas de nouvelle catastrophe nucléaire. L'Histoire se répète...

Source : [Rue 89](#)